

# Plan T.R.E.S.

de Transfert des charges sociales  
pour le Renouveau Économique et Sociale de la France

**Objet :** Conditions de la relance du pouvoir d'achat et du financement de la sécurité sociale en France

À tous les candidats à la Présidence de la République Français.

Mesdames, Messieurs,

Il est indispensable de trouver le moyen de relancer le moteur économique de notre pays. Dans les programmes de tous les candidats figurent des réformes importantes mais une réforme est sans doute d'un enjeu majeur – mère de toutes les autres réformes – qui semble avoir été oubliée à ce jour.

Pour relancer le pouvoir d'achat de notre pays, il est primordial de mettre en œuvre **un renouveau économique et social tel qu'il était prévu dans les réflexions de deux grands hommes : Édouard Leclerc et Charles de Gaulle**. Ils partageaient une perspective humaniste tournée vers l'accroissement du pouvoir d'achat qui prévoyait un projet dont les contours sont toujours valables aujourd'hui et pouvant impacter notre pays pour les prochaines décennies.

\*

Il faut savoir que ce projet doit aujourd'hui devenir **un plan d'action qui ne peut fonctionner à demi-mesure. Le plan est global**. En voici les principes.

La réforme du financement de notre protection sociale doit être la base d'une nouvelle relation entre les Français et un moyen de réduire la charge de l'État. Cette réforme passe par la mise en place de la TVA sociale qui était, dans l'esprit de leurs promoteurs, LA source essentielle de financement de notre protection sociale. C'était également le moteur d'une nouvelle phase de croissance pour notre pays tout en étant fédératrice entre les peuples autour d'un projet commun de niveau mondial.

Ce renouveau économique, qui doit aujourd'hui inclure la CSG, est donc un changement de paradigme complet. Les cotisations sociales n'ont pas leur place dans un prix de revient. Tous les français et françaises profitent de cette protection sociale, ils doivent donc en être tous les cotisants, collectivement, par l'intermédiaire du budget de l'État.

- Un nouveau régime de financement de la Sécurité sociale pour les salariés par le transfert de TOUTES les cotisations (familiales, maladie, invalidité, décès, indemnités journalières, chômage) vers le budget de l'État.

L'augmentation immédiate du salaire net qui en découle, et donc du pouvoir d'achat des salariés, leur permet de consommer, de se désendetter et donc relance la consommation intérieure.

- Une réduction de coûts des salaires pour les employeurs par la suppression des cotisations patronales permet pour les entreprises privées la réduction des prix et donc favorise l'augmentation immédiate de la compétitivité et l'investissement, et pour toutes les collectivités publiques permet une réduction des charges de fonctionnement et favorise le remboursement des dettes.

- Une solution au chômage par une relance économique conjointe de l'offre et de la demande avec l'accroissement des commandes publiques et privées qui permet de faciliter la transformation de nos sociétés vers l'ère du numérique et favorise des types de consommation plus écologiques.

- Une simplification de nombreuses complexités par la disparition de mesures temporaires (CICE, allègement sur les salaires, aides aux entreprises), et favorise une équité qui réinvente le modèle économique et social Français.

- Cette réforme renforce aussi le rôle de l'État tout en permettant de basculer les personnels des services fiscaux et sociaux libérés vers d'autres tâches.

Pour sa réussite, cette décision implique toutefois d'autres actions à mener. L'effet de cette relance intérieure gommara plus vite que toute autre mesure les dettes de la Nation, et les échanges extérieurs soutiendront notre balance commerciale.

C'est pourquoi la réduction des coûts, dans le cadre de la compétitivité internationale, doit être accompagnée de plusieurs décisions :

- Réorienter 20% de la baisse des charges patronales vers l'accroissement des projets d'avenir (investissement, désendettement et recherche).
- Réorienter 80% de la baisse des charges patronales vers la baisse des prix de vente des produits et services.
- Construire un réseau international de vente à partir de nos ambassades et consulats dans chaque pays, véritable plates-formes commerciales, afin d'apporter aide et assistance nécessaire pour nos entreprises.
- Réinscrire la France dans une politique internationale de soutien économique visant à favoriser un processus centré sur l'Afrique et de l'Amérique du Sud pour assurer à notre pays des approvisionnements en produits semi-manufacturés. Il faut en cela reprendre l'œuvre économique engagée par le Maréchal Lyautey qui favorisait les pays nord-africains et développait au travers des peuples l'économie des pays.

C'est à la France d'aller vers l'Afrique sinon l'Afrique viendra à la France. La réduction des raisons de l'immigration est un enjeu majeur pour donner aux populations locales la capacité de travailler tout en réduisant les aides économiques vers ces pays. L'action sociale, pérenne, doit se substituer à l'œuvre sociale, temporaire et souvent détournée.

La France pourra alors commercialiser en retour son savoir-faire grâce à des formations, spécialisant ses propres entreprises dans le domaine des nouvelles technologies et la vente de ses tracteurs... Achètera à ses pays ce qu'ils savent produire ou fabriquer et concentra ses propres entreprises sur la valorisation de produits écologiques de qualité et sur les start-up.

Il n'y a pas d'autres solutions. Seul un acte fondateur pour une réforme de notre modèle économique est tenable dans les 3 mois de l'arrivée au pouvoir de la nouvelle présidence. Après plus rien ne sera possible.

\*  
\* \*

C'est la raison pour laquelle il est important que chacun puisse infléchir ses actions dans le sens du projet T.R.E.S. et relance le débat en France d'un transfert de charges vers l'État, en précisant qu'elle est la source d'une **hausse du salaire net et d'une baisse des prix** source d'une **augmentation du pouvoir d'achat** pour tous ceux qui vivent en France.

- « La TVA Sociale, c'est changer notre manière de financer notre protection sociale, pour ne laisser personne sur la route et gagner plus... »
- « La TVA sociale c'est permettre pour tous ceux qui vivent en France de participer au redressement national dans leur intérêt »

Il n'y aura ni sang ni larmes mais enfin le plein-emploi et l'augmentation du niveau de vie pour tous, en redonnant à la France sa place de grande puissance économique.

MICHEL LECLERC  
*Entrepreneur militant*

YVES SOULABAIL  
*Dirigeant d'entreprise*